

Perte d'indépendance

Un des aspects les plus saisissants de la Doctrine Mulroney est qu'il ne s'agit, en premier lieu, aucunement d'une politique extérieure: il s'agit d'une politique économique intérieure avec d'importantes implications en politique extérieure. Son succès ou son échec dépendra dans une très large mesure des résultats sur le plan de l'économie intérieure, mesurable par une augmentation des revenus, de la production et de l'emploi, de même que par une baisse constante des prix. Si le nouveau gouvernement ne réussit pas sur le plan économique sa longévité ainsi que celle de sa politique peut s'avérer très courte. Toutefois, il n'est pas dans notre intention d'évaluer la politique mais d'en démontrer le risque ultime: une perte d'indépendance, réelle ou perçue pour le Canada.

Il est clair qu'à prime abord, la Doctrine Mulroney ressemble à une prescription pour faire du Canada une pâle imitation des États-Unis. Le Canada adoptera la philosophie du gouvernement Reagan en matières économiques et ira de plus en plus dans l'étroite de l'économie américaine. Peut-on douter que ceci signifiera pour le Canada de plus grandes contraintes sur sa capacité de demeurer un pays indépendant avec sa propre politique extérieure?

Il existe au Canada une école de pensée qui nie toute relation entre l'intégration économique et la dépendance politique. Dans un rapport publié en 1982 sur les relations économiques canado-américaines, le Comité du Sénat sur les Affaires extérieures, par exemple, arriva à la conclusion que le Canada n'avait autre choix que de chercher à établir le libre-échange avec les États-Unis. Il affirma que les craintes de voir la souveraineté canadienne disparaître étaient basées sur des "mythes". Selon lui, les régions où l'on pratique le libre-échange ne tendent pas à devenir des unions douanières; elles ne s'intègrent pas politiquement". Le Comité alla jusqu'à affirmer qu'un "affaiblissement continu de la performance industrielle du Canada ainsi que le déclin de sa stabilité économique devant les défis des années quatre-vingts et quatre-vingts dix représenteraient une plus grande menace pour la puissance sociale et politiques du Canada". Le nouveau ministre des Affaires extérieures, M. Clark, a fait sien ses propos et les a amplifiés. Dans un de ses premiers discours il émit l'opinion que "des liens économiques plus étroits avec les États-Unis, s'ils sont utilisés à bon escient, peuvent accroître notre influence dans les domaines des affaires extérieures".

Le jeu vaut la chandelle

L'argument selon lequel l'intégration économique peut en fait accroître — et dans le pire des cas ne pas diminuer — l'indépendance canadienne prend l'aspect suivant:

Premièrement, un Canada plus riche a plus d'influence et est un meilleur partenaire commercial pour tous les autres pays qu'un Canada plus pauvre. La voie qui mènera à un enrichissement du Canada est le libre-échange avec les États-Unis.

Deuxièmement, avec une intégration économique plus poussée, les firmes américaines feront l'acquisition d'intérêts importants au Canada. Le gouvernement canadien pourra donc troquer ces intérêts